

NOTE DE VIGILANCE TRIMESTRIELLE EN RHONE-ALPES

Premier Trimestre 2015

EN BREF

Situation de l'activité des entreprises en demi-teinte au 1er trimestre 2015

Dans le prolongement du mois de février, l'activité industrielle s'est dans l'ensemble très légèrement redressée en mars, bénéficiant d'un mince raffermissement de la demande domestique alors que la demande étrangère est restée stable. L'activité est demeurée bien orientée dans la chimie, la pharmacie, l'agroalimentaire et la métallurgie tandis que des signes d'amélioration sont apparus dans d'autres secteurs tels que l'automobile.

Dans le bâtiment, la hausse de l'activité amorcée au 4ème trimestre 2014 s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2015, surtout dans le second oeuvre où les carnets de commandes ont été largement garnis. En revanche, dans les Travaux Publics l'activité a continué de reculer.

Après plusieurs trimestres de baisse, le commerce de gros affiche un net redressement de son activité au cours des premiers mois de l'année 2015 sous l'impulsion des ventes de produits agroalimentaires.

Enfin, dans les services marchands, l'activité est en progression légère mais régulière depuis plusieurs mois. Cette légère amélioration concerne de nombreux secteurs (l'hôtellerie-restauration et les activités informatiques notamment) à l'exception, toutefois, des transports routiers de fret et, dans une moindre mesure, du travail temporaire.

Plusieurs indicateurs fournis par la DRFIP Rhône-Alpes reflètent aussi une légère amélioration de la situation économique ce trimestre par rapport au 1er trimestre 2014 :

- augmentation de la part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises de la région (+ 5,5 % contre + 5,8 % au niveau national) ;
- hausse de 2 % des encaissements de TVA ;
- léger repli de la part des entreprises en difficulté de paiement des cotisations sociales.

Par contre, d'autres indicateurs transmis par la DRFIP sont moins bien orientés que l'an dernier :

- léger repli du chiffre d'affaires des entreprises : - 1,1 % (- 0,5 % à l'échelon national).
- recul de 5,1 % du montant des investissements (+ 1,3 % en France)
- baisse de 2,5 % des recouvrements de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement
- enfin, diminution de 6 % de l'impôt sur les sociétés.

Faible augmentation du nombre des emplois salariés au 4ème trimestre

Le nombre des emplois salariés augmente en Rhône-Alpes de 0,4 % au 4ème trimestre 2014 (+ 0,1 % à l'échelon national), soit dans une proportion identique à la baisse intervenue au troisième trimestre (-0,4%). Cette hausse concerne les services marchands hors intérim (+ 0,7 %) et les emplois intérimaires (+ 5,3 %). Par contre, les emplois baissent de 1,2 % dans la construction alors qu'ils restent stables dans le commerce et l'industrie.

Après avoir enregistré un recul annuel de 0,3 % à fin septembre 2014, le nombre des emplois salariés a rejoint en fin d'année 2014 son niveau atteint en décembre 2013 (- 0,3 % à l'échelon national).

Une légère hausse du nombre des demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2015

Le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A a augmenté de 1,3 % au 1er trimestre 2015, soit à un rythme légèrement supérieur à celui du 4ème trimestre 2014.

Cette augmentation a concerné toutes les populations de demandeurs d'emploi, surtout les seniors âgés de 50 ans et plus (+ 2 %) mais aussi les "25 à 49 ans" (+ 1,2 %) et les jeunes de moins de 25 ans : + 0,9 % au 1er trimestre 2015 après une hausse de 0,1 % seulement le trimestre précédent.

Sur un an, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (325 340 à fin mars 2015) augmente de 5,8 %, au même rythme qu'à la fin du 4ème trimestre 2014.

Poursuite de la hausse du chômage de longue durée à un rythme plus élevé que le trimestre précédent

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'1 an (catégories ABC) a augmenté dans la région de 3,2 % au premier trimestre 2015, soit dans une proportion plus importante qu'au 4ème trimestre (+ 1,9 %).

Entre mars 2014 et mars 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée est passé dans la région de 180 388 à 197 250 (39,7 % des inscrits), soit une hausse annuelle de 9,3 %, de plus forte ampleur qu'à la fin du trimestre précédent (+ 7,6 %).

POSITION DE RHONE-ALPES

PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE NATIONAL

<i>Economie</i>	5
<i>Emploi salarié</i>	6
<i>Chômage</i>	7

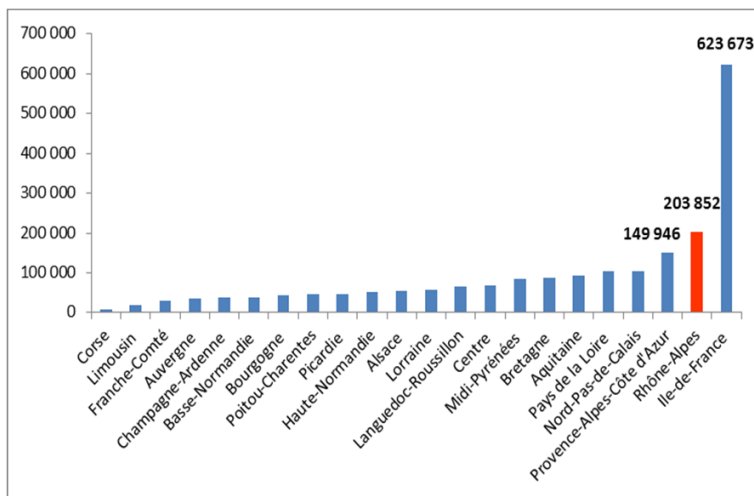
ECONOMIE (Insee, 2013)

PIB brut - en millions €, 2012

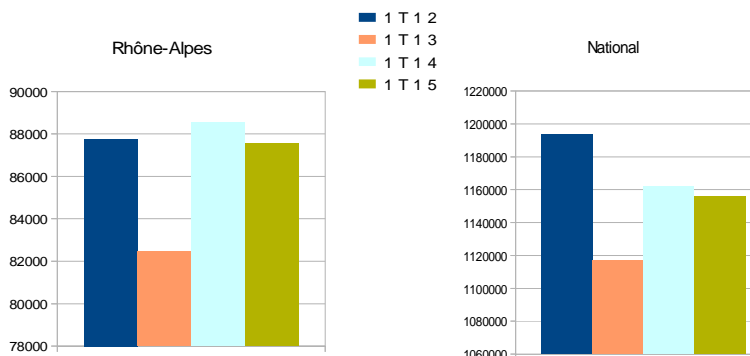
(Insee, comptes régionaux)

Avertissement : PIB régionaux revus à la hausse suite à un changement de base des comptes nationaux destiné à mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010.

Rhône-Alpes est la deuxième région de France au regard du niveau du PIB (près de 204 millions d'euros). Ceci correspond à près 32 000 euros par habitant, soit un chiffre analogue à la moyenne nationale (32 300 en France métropolitaine) mais supérieur à celui de PACA (30 300) et surtout du Nord Pas-de Calais (25 800).



Toutes activités confondues, le CA des entreprises de la région est en repli de 1,1% sur un an au premier trimestre 2015 (- 0,5 % à l'échelon national).

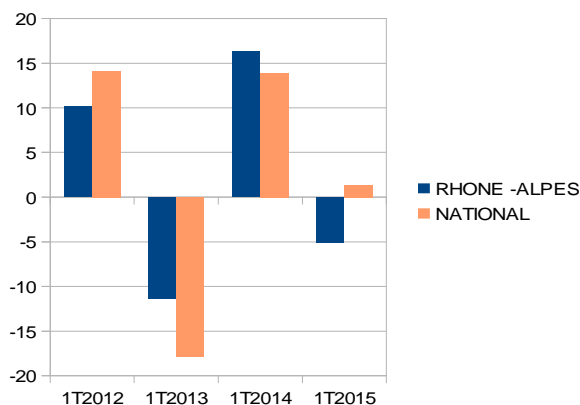


Investissements des entreprises (à partir de la TVA déductible sur immobilisations, évolution par rapport à l'année A 1, en pourcentage)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2015

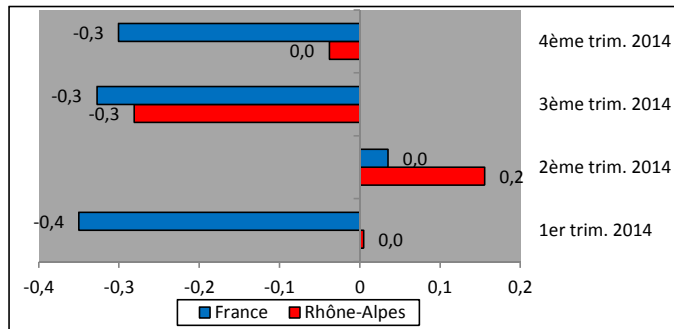
L'investissement des entreprises rhône-alpines est en recul annuel de 5,1% par rapport au 1er trimestre 2014 (+ 1,3 % à l'échelon national)



**EMPLOI SALARIE - Secteurs marchands (Insee, estimation de l'emploi salarié, CVS) –
Derniers résultats : 4ème trim. 2014 - Evolution annuelle**

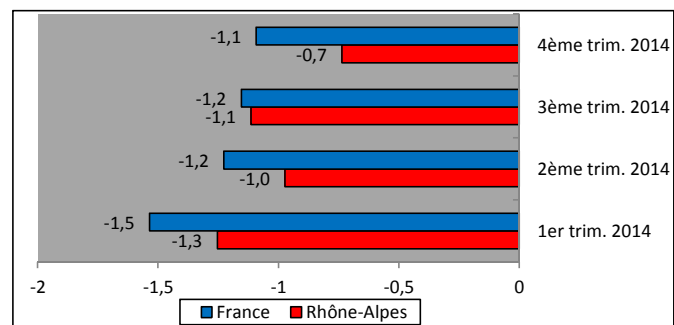
**Ensemble des secteurs d'activité
(intérim inclus)**

Entre décembre 2013 et décembre 2014, le nombre des emplois salariés du secteur privé est resté stable dans la région alors qu'il a diminué de 0,3 % à l'échelon national.



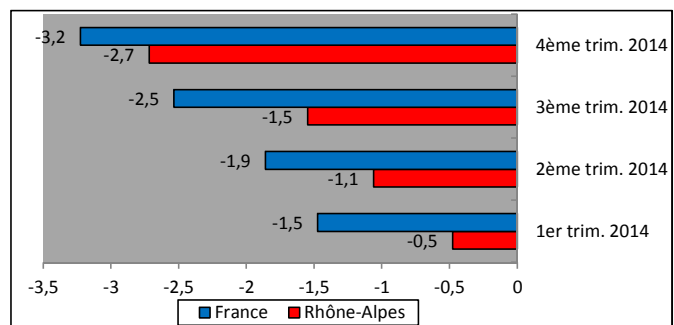
Industrie

Le nombre des emplois continue de diminuer d'une année sur l'autre dans l'industrie mais à un rythme moins élevé que le trimestre précédent : - 0,7 % contre - 1,1 %.



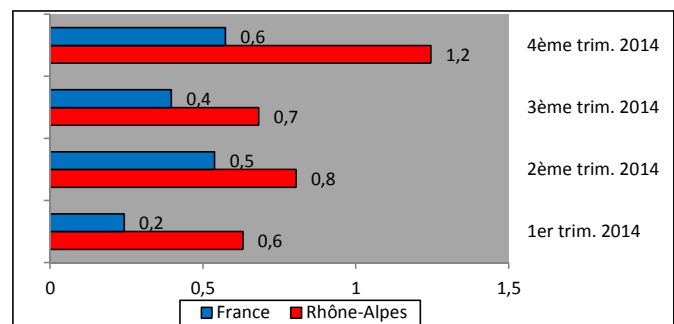
Construction

Le secteur de la construction continue de perdre des emplois dans la région à un rythme soutenu (- 2,7 % sur un an), plus prononcé que le trimestre précédent (- 1,5 %) mais moins marqué qu'à l'échelon national (- 3,2 %).



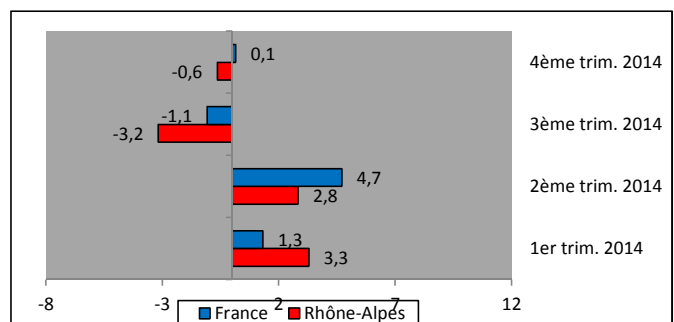
Tertiaire (hors intérim)

La hausse du nombre des emplois du secteur tertiaire (hors intérim) se poursuit en Rhône-Alpes à un rythme plus élevé qu'à l'échelon national (+1,2 % contre + 0,6 %).



Intérim

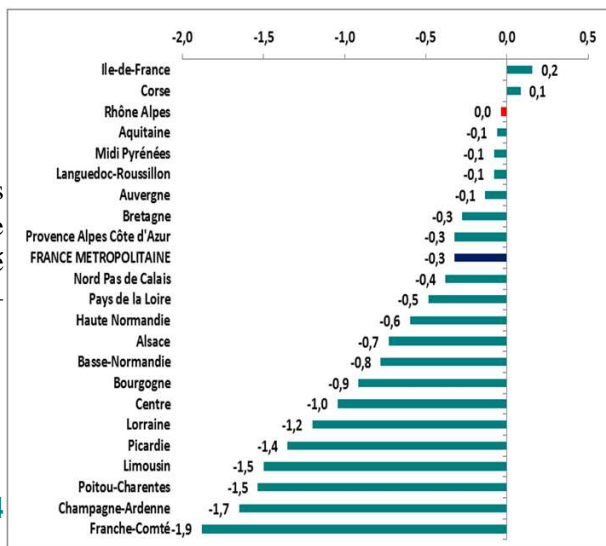
Comme le trimestre précédent, le nombre des emplois intérimaires s'est établi au 4ème trimestre 2014 à un niveau légèrement inférieur à l'année précédente : - 0,6 % (+ 0,1 % à l'échelon national).



Emplois salariés du secteur marchand

Evolution annuelle décembre 2014 / décembre 2013 (INSEE, estimations de l'emploi salarié, CVS)

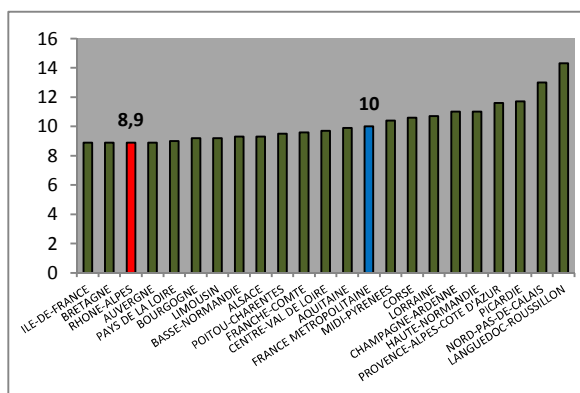
En repli dans la quasi-totalité des régions, les emplois se sont stabilisés en Rhône-Alpes au cours de l'année 2014. Seuls l'Ile de France et la Corse ont enregistré une évolution légèrement positive : respectivement + 0,2 % et + 0,1 %.



CHOMAGE

Taux de chômage – 4ème trimestre 2014 (Insee, en %)

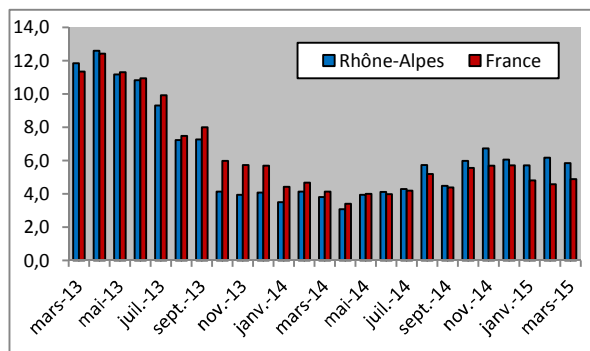
Le taux de chômage de la région comme celui de la France ont augmenté de 0,1 point au 4ème trimestre 2014, s'établissant respectivement à 8,9 % et à 10 % (+ 0,4 point sur un an dans les deux cas).



Le taux de chômage rhônalpin demeure, avec l'Ile de France, les Pays de Loire et la Bretagne, le plus faible de tous les régions françaises.

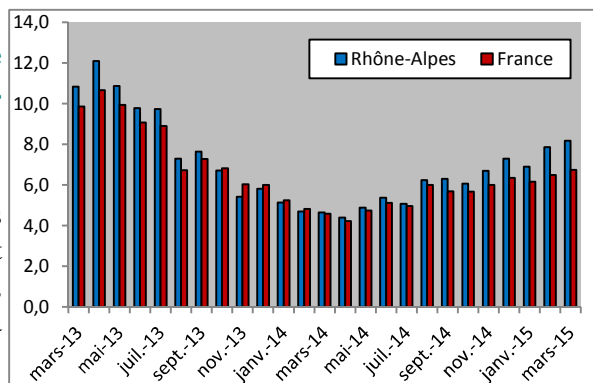
Evolution annuelle de la demande d'emploi de cat. A (sans aucune activité) - Mars. 2015 / Mars. 2014 (Données cvs) - Direccte-Pôle emploi

Le rythme de progression annuelle des demandeurs d'emploi de catégorie A est resté pratiquement stable au 1er trimestre 2015, s'établissant fin mars 2015 à + 5,8 % (+ 4,9 % au niveau national).



Evolution annuelle de la demande d'emploi de cat. A B et C - Mars. 2015 / Mars. 2014 (Données cvs) - Direccte-Pôle emploi

Par contre, le rythme de progression annuelle des demandeurs d'emploi de catégories ABC s'est intensifié au cours des trois premiers mois de l'année, s'établissant fin mars 2015 à + 8,2 % contre + 7,3 % à fin décembre 2014.



RESULTATS REGIONAUX

1 - ACTIVITE ECONOMIQUE	9 - 14
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises	9
1.2 Investissements des entreprises	9
1.3 Encaissement des recettes fiscales (TVA et IS)	10
1.4 Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales	10
1.5 Créations d'entreprises	11
1.6 Enquêtes d'activité (Banque de France et CCIR)	11
1.7 Exportations	12
1.8 Conjoncture hôtelière	13
1.9 L'immobilier	14
2 - EMPLOI	15 - 19
2.1 Emploi salarié	15
2.2 Emploi intérimaire	16
2.3 Déclarations uniques d'embauche	16
2.4 Activité partielle	17
2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi	17
3 - CHOMAGE	18 - 22
3.1 Taux de chômage	18
3.2 Demande d'emploi en fin de mois	18
3.3 Ruptures conventionnelles	19
3.4 Demande d'emploi enregistrée	19
3.5 Demande d'emploi sortie	20
4 - OFFRES D'EMPLOI	20

1 - ACTIVITE ECONOMIQUE

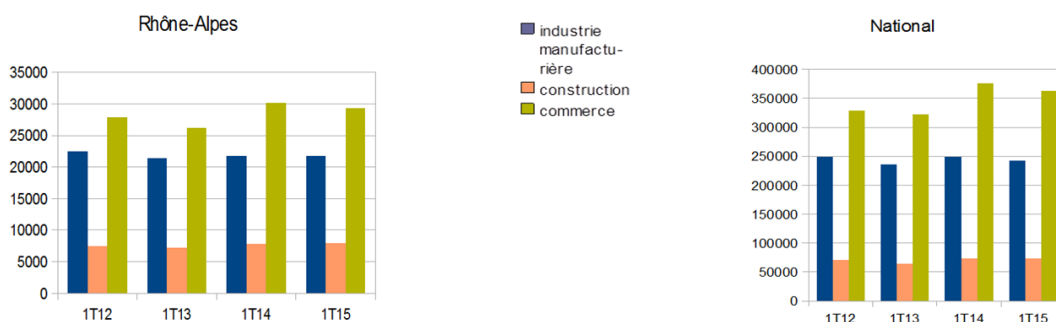
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises (en millions d'euros)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2015

Chiffre d'affaires dans trois secteurs clé :

Au niveau des trois secteurs clés considérés, les chiffres d'affaires évoluent de manière contrastée : stagnation dans l'industrie manufacturière (+ 0,1 %), légère augmentation dans la construction et baisse de 2 % dans le commerce. Au niveau national, la tendance est analogue : industrie manufacturière (-2,4 %), construction (+ 0,3 %) et commerce (-3,4 %).



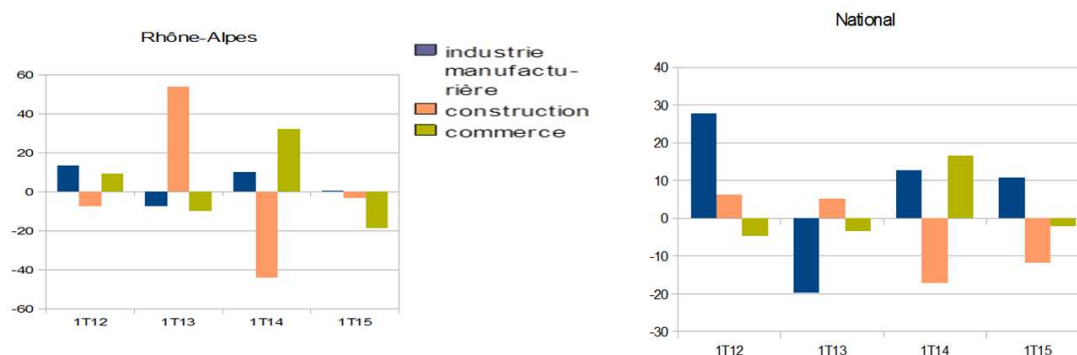
1.2. Investissements des entreprises (à partir de la TVA déductible sur immobilisations, évolution par rapport à l'année A -1, en pourcentage)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2015

Investissement dans 3 secteurs clé :

Au sein des secteurs clés, les investissements évoluent de manière contrastée : légère augmentation dans l'industrie manufacturière (+ 0,7%), baisse de 3,1 % dans la construction et de 18,3 % dans le commerce. Au niveau national, les investissements évoluent aussi de manière contrastée : hausse notable dans l'industrie manufacturière (+ 11%), recul de 2 % dans le commerce et de 11,7 % dans la construction.

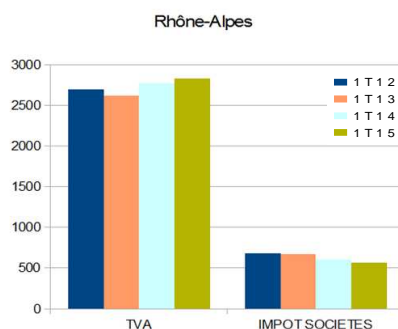


1.3. Encaissements des recettes fiscales (versements spontanés de TVA et d'IS, en M€)

Source : DRFIP

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2015

En Rhône-Alpes, les encaissements de TVA progressent au 1er trimestre 2015 de 2 % par rapport au même trimestre de l'année 2014 tandis que ceux de l'impôt sur les sociétés sont en recul de 6 %.



1.4. Encaissements et restes à recouvrer de cotisations sociales

Source : URSSAF

Dernières données disponibles : fin mars 2015

Les encaissements des établissements du secteur privé situés en région Rhône-Alpes augmentent de 1 % en mars 2015.

Pour les établissements du secteur privé de 10 salariés et plus situés dans la région, le taux des restes à recouvrer (rapport entre le montant des cotisations restant à recouvrer et le montant total des cotisations dues) atteint 1,18 % à fin mars 2015, en baisse de 0,26 point par rapport à fin mars 2014. Au regard du nombre des établissements, le taux des impayés s'élève à 5,66 % (quasi stable sur un an). Cela signifie qu'un établissement de dix salariés et plus de la région sur 18 n'a pas payé ses cotisations du mois de mars 2015.

Suivi des encaissements des établissements du secteur privé situés dans la région

Données cumulées du 1er janvier 2015 à fin mars 2015	Montant en millions d'€	Evolution entre mars 2015/2014
Encaissements	6 528	1,0%
Encaissements hors UNEDIC	5 719	1,0%

Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés) des entreprises de plus de 9 salariés

(Le mois entre parenthèses = le mois de déclaration)

Données à fin mars 2015	Taux en montant	Evolution entre 2015/2014	Taux en nombre	Evolution entre 2015/2014
Taux des RAR à fin de mois	1,18% (mars 2015)	-0,26 pt	5,66% (mars 2015)	-0,03 pt
Taux des RAR à échéance + 30 jours	0,86% (février 2015)	-0,22 pt	3,98% (février 2015)	-0,00 pt
Taux des RAR à échéance + 90 jours	0,78% (décembre 2014)	+0,05 pt	2,26% (décembre 2014)	-0,45 pt

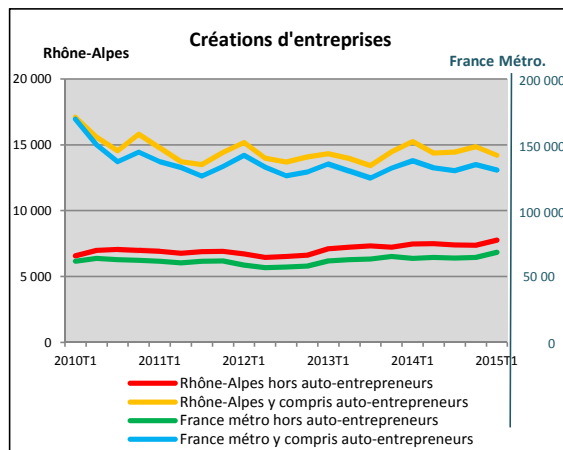
1.5 Créations d'entreprises

Source : INSEE (Sirène)

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2015

Après une progression de 2,9 % au 4ème trimestre 2014, le nombre des entreprises créées en Rhône-Alpes (auto-entrepreneurs compris) a diminué de 4,4 % au 1er trimestre 2015 (- 3 % à l'échelon national).

Sur un an, le nombre des entreprises créées dans la région au 1er trimestre 2015 diminue de 6,9 % (- 5,1 % au niveau national). Par contre, les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent de 3,9 % en un an (+ 7,2 % dans l'ensemble de la France).



Créations d'entreprises

	Nombre de créations			Variation (en %)	
	1er Trim. 2014	4ème Trim. 2014	1er Trim. 2015	Trimestrielle	Annuelle
Rhône-Alpes					
hors auto-entrepreneurs	7 471	7 380	7 765	5,2	3,9
y compris auto-entrepreneurs	15 254	14 852	14 198	-4,4	-6,9
France métropolitaine					
hors auto-entrepreneurs	63 814	64 614	68 437	5,9	7,2
y compris auto-entrepreneurs	137 927	134 885	130 878	-3,0	-5,1

Champ: ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note: les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes.

Source: Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Etablissements - Sirene)

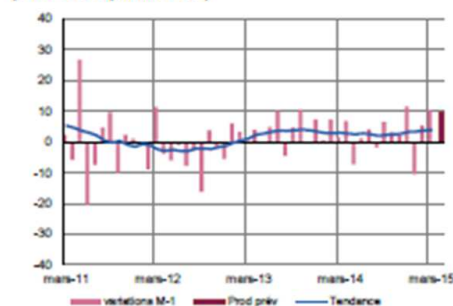
1.6 Enquêtes d'activité

Source : Banque de France – enquête réalisée en mars 2015

Industrie

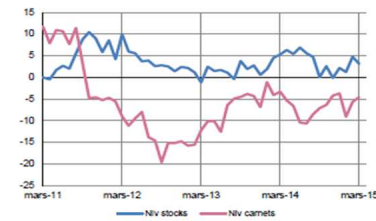
Dans le prolongement du mois de février, l'activité industrielle s'est dans l'ensemble très légèrement redressée en mars, bénéficiant d'un mince raffermissement de la demande domestique. La demande étrangère, quant à elle, est restée stable. L'activité est demeurée bien orientée dans la chimie, la pharmacie, l'agroalimentaire et la métallurgie tandis que des signes d'amélioration sont apparus dans certains secteurs tels que l'automobile.

Production passée et prévisions (en solde d'opinions CVS)

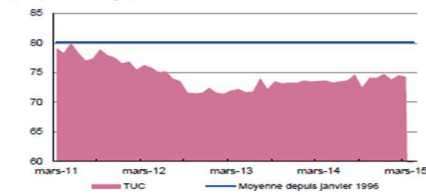


Enquête de la Banque de France : Industrie (suite)

Situation des carnets et des stocks de produits finis
(en solde d'opinions CVS)



Utilisation des capacités de production CVS
(en pourcentage)



Les carnets de commandes s'améliorent mais restent peu garnis dans la plupart des secteurs de l'industrie. Les capacités de production demeurent quant à elles nettement sous-utilisées.

Services marchands : dans l'ensemble, l'activité progresse légèrement mais régulièrement depuis plusieurs mois. Cette légère amélioration concerne de nombreux secteurs (notamment l'hôtellerie-restauration et les activités informatiques) à l'exception toutefois, des transports routiers de fret et, dans une moindre mesure, du travail temporaire.

Banque de France : Enquêtes trimestrielles

Bâtiment et travaux publics : L'activité globale de ce secteur est toujours marquée par la dichotomie entre le Bâtiment (secteur globalement bien orienté du fait de carnets consistants surtout dans le second oeuvre) et les Travaux Publics où l'activité continue de reculer.

Commerce de gros : après plusieurs trimestres de baisse, ce secteur affiche un net redressement de son activité au cours des premiers mois de l'année 2015 sous l'impulsion des ventes de produits agroalimentaires.

Source : CCIR Rhône-Alpes - enquête réalisée en avril 2015

Résultats du panel régional de conjoncture (échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services interrogé chaque début de mois) mis en place par la CCIR et les CCI de Rhône-Alpes permettant d'assurer le suivi de la situation économique.

Cette enquête révèle que l'activité des TPE-PME a été globalement peu favorable au 1er trimestre 2015 : seulement 24 % des entreprises interrogées déclarent que leur chiffre d'affaires est en augmentation par rapport au 1er trimestre 2014 alors que 39 % d'entre elles déplorent une baisse. Le bilan de l'activité est particulièrement négatif dans le transport-logistique et le BTP, en particulier dans les travaux publics alors que la situation s'est améliorée dans l'hébergement-restauration et l'immobilier.

Les perspectives d'activité sont globalement peu favorables pour le 2ème trimestre 2015 mais meilleures au regard de l'ensemble de l'année 2015. Elles sont même positives pour certains secteurs comme les services aux entreprises (hors transports), l'hôtellerie-restauration et l'immobilier.

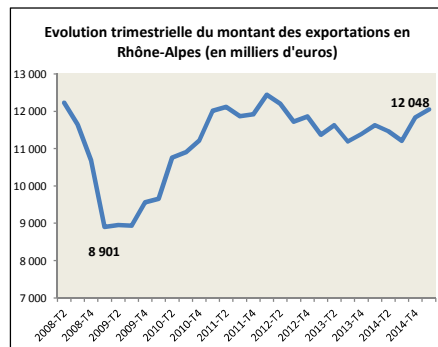
1.7 Exportations

Source: Direction Générale des douanes et droits indirects / INSEE

Dernier trimestre connu : 1er trimestre 2015 (données CAF brutes, hors matériel militaire)

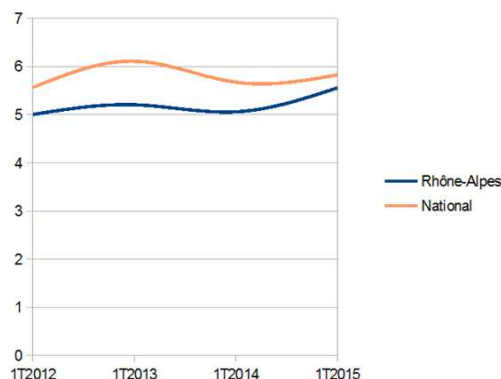
Note : ces informations sont à prendre avec précaution car les échanges commerciaux attribués à un département ou à une région peuvent présenter des différences avec leur économie réelle

Le montant des exportations enregistré dans la région au 1er trimestre 2015 augmente, en données brutes, de 1,8 % par rapport au trimestre précédent et de 3,6 % par rapport au 1er trimestre 2014 (respectivement - 1,2 % et + 3,1 % à l'échelon national).



Part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises (%)

La part des exportations dans le chiffre d'affaires des entreprises progresse en région Rhône-Alpes comme à l'échelon national : respectivement + 5,5% et +5,8%.



1.8 Conjoncture hôtelière

Source : Enquête de fréquentation hôtelière réalisée en partenariat entre l'INSEE et la DGCIS

Dernier mois connu : février 2015

En février 2015, la fréquentation hôtelière, évaluée en nombre de nuitées, a augmenté dans la région de 8,6 % par rapport à février 2014 (+ 4,6 % à l'échelon national). Cette augmentation concerne surtout la clientèle étrangère (+ 18,8 %) mais aussi, à un degré moindre, la clientèle française : + 4,5 %.

Hôtellerie

	Nuitées dans l'hôtellerie (en milliers)							
	juil. 2014	août 2014	sept. 2014	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	janv. 2015	févr. 2015
Rhône-Alpes	1 758	2 008	1 419	1 238	948	1 524	1 713	2 027
Evolution sur un an (en %)								
Rhône-Alpes	-11,8	0,9	-3,8	-0,1	-8,1	2,2	7,1	8,6
France métropolitaine	-3,0	-0,3	-1,5	0,4	-5,2	2,2	3,0	4,6

Note : données mensuelles brutes, évolution par rapport au même mois de l'année précédente.

Les données du dernier mois disponible sont des données consolidées.

Suite au changement de classification, les années 2010 à 2013 ont été rétropolées.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Cumul de janvier et février 2015

Au cours des deux premiers mois de l'année 2015, le nombre de nuitées dans l'hôtellerie a augmenté dans la région de 7,9 % par rapport à la même période de 2014 (+ 3,8 % en moyenne nationale). Cette hausse annuelle est due en priorité à la clientèle étrangère (+ 14,2 %). La clientèle française progresse, quant à elle, de 5 %.

1.9 L'immobilier

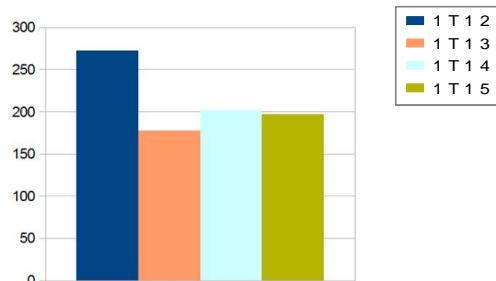
Marché de l'immobilier (recouvrements de droits d'enregistrements départementaux et de taxe de publicité foncière, en millions d'euros)

Source : DRFIP

Dernier trimestre connu : 1er trimestre 2015

Les recouvrements de taxe de publicité foncière (TPF) et de droits d'enregistrement départementaux sont en repli de 2,5 % en Rhône-Alpes.

Taxes de pub. foncières et droits enreg.



Autorisations de construire

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Mars 2015 (cumul sur 12 mois de fin mars 2014 à fin mars 2015)

Entre mars 2014 et mars 2015, 46 000 logements ont été autorisés en Rhône-Alpes, soit un chiffre inférieur de 13 % au bilan correspondant des 12 mois précédents (- 8,5 % en moyenne nationale). Cette baisse concerne tous les départements à l'exclusion du Rhône (+ 2,9 %). Le recul des autorisations de construire est particulièrement sensible dans l'Isère (- 30,1 %), la Loire (- 20,6 %) et la Savoie (- 20 %), plus modéré en Haute-Savoie (- 17,1 %), dans la Drôme (- 14,7 %), l'Ain (- 7,1 %) et l'Ardèche (- 4,5 %).

Mises en chantier

Source : Bulletin d'information BTP de la cellule économique Rhône-Alpes

Dernier mois disponible : Mars 2015 (cumul sur 12 mois de fin mars 2014 à fin mars 2015)

Le nombre de logements mis en chantier dans la région entre mars 2014 et mars 2015 (45 200) est en repli de 7,4 % par rapport au chiffre correspondant aux 12 mois précédents (- 8,9 % à l'échelon national).

La baisse des mises en chantier de logements concerne la plupart des départements surtout la Loire (- 32,4 %), la Savoie (- 28,6 %), la Drôme (- 17,6 %) et l'Ain (- 15,8 %). Seuls le Rhône (+ 10,4 %) et l'Isère (+ 1,3 %) se démarquent de l'orientation générale.

	Mises en chantier de logements neufs à fin mars 2015	Autorisations de logements à fin mars 2015	Mises en chantier de locaux à fin mars 2015	Autorisations de locaux à fin mars 2015
	(Evolution sur 1 an)			
Ain	-15,8	-7,1	-36,5	-21,9
Ardèche	-10,0	-4,5	-18,8	8,1
Drôme	-17,6	-14,7	-26,7	-23,2
Isère	1,3	-30,1	7,0	-1,7
Loire	-32,4	-20,6	-43,2	-23,4
Rhône	10,4	2,9	-24,5	10,6
Savoie	-28,6	-20,0	-17,2	-26,1
Haute-Savoie	-8,4	-17,1	-12,3	-13,3
Rhône-Alpes	-7,4	-13,0	-20,3	-8,9
France	-8,9	-8,5	-12,6	-15,7

2 - EMPLOI

2.1. Emploi salarié (secteur marchand)

Source : Insee, estimations d'emplois salariés, CVS

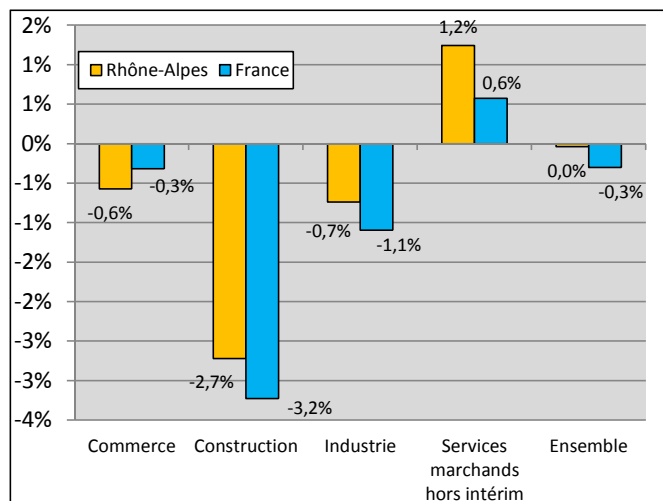
Derniers résultats disponibles : 4ème trimestre 2014 (à 90 jours)

Le nombre des emplois salariés augmente en Rhône-Alpes de 0,4 % au 4ème trimestre 2014 (+ 0,1 % à l'échelon national), soit dans une proportion identique à la baisse intervenue au troisième trimestre (-0,4%). Cette hausse concerne les services marchands hors intérim (+ 0,7 %) et les emplois intérimaires (+ 5,3 %). Par contre, les emplois baissent de 1,2 % dans la construction alors qu'ils restent stables dans le commerce et l'industrie.

	2008T2	2013T4	2014T3	2014T4	Evol. Trim	Evol. An	Evol. T2 2008/T4 2014
Commerce	304 170	306 908	305 091	305 157	0,0%	-0,6%	0,3%
Construction	160 403	153 750	151 354	149 570	-1,2%	-2,7%	-6,8%
Industrie	456 701	405 947	403 033	402 956	0,0%	-0,7%	-11,8%
Services marchands hors intérim	671 464	701 097	704 721	709 825	0,7%	1,2%	5,7%
Intérim	74 683	66 741	62 953	66 312	5,3%	-0,6%	-11,2%
Total général	1 667 421	1 634 444	1 627 152	1 633 821	0,4%	0,0%	-2,0%

Après un recul annuel de 0,3 % à fin septembre 2014, le nombre des emplois salariés a rejoint en fin d'année 2014 son niveau atteint en décembre 2013 (- 0,3 % à l'échelon national). Cette stabilité résulte d'évolutions contrastées : en hausse de 1,2 % en un an dans les services marchands hors intérim, le nombre des emplois diminue très nettement dans la construction (- 2,7 %) et, à un degré moindre, dans l'industrie (- 0,7 %) et le commerce (- 0,6%). Les emplois intérimaires diminuent, quant à eux, de 0,6 % entre décembre 2013 et décembre 2014.

*Evolution annuelle des emplois
(4ème trimestre 2014 / 4ème trimestre 2013)*



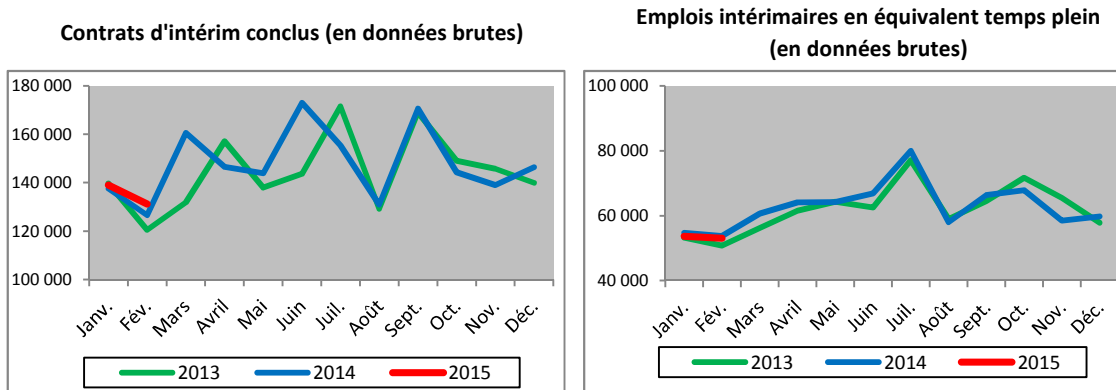
2.2 Emploi intérimaire

Contrats d'intérim et emplois intérimaires en équivalent temps plein (ETP)

Source : Pôle emploi - Dares, Dernier mois disponible : Février 2015

Après une nette reprise en décembre, le nombre des contrats d'intérim conclus dans la région en janvier et février 2015 augmente respectivement de 1,1 % et de 3,3 % par rapport aux deux premiers mois de l'année 2014.

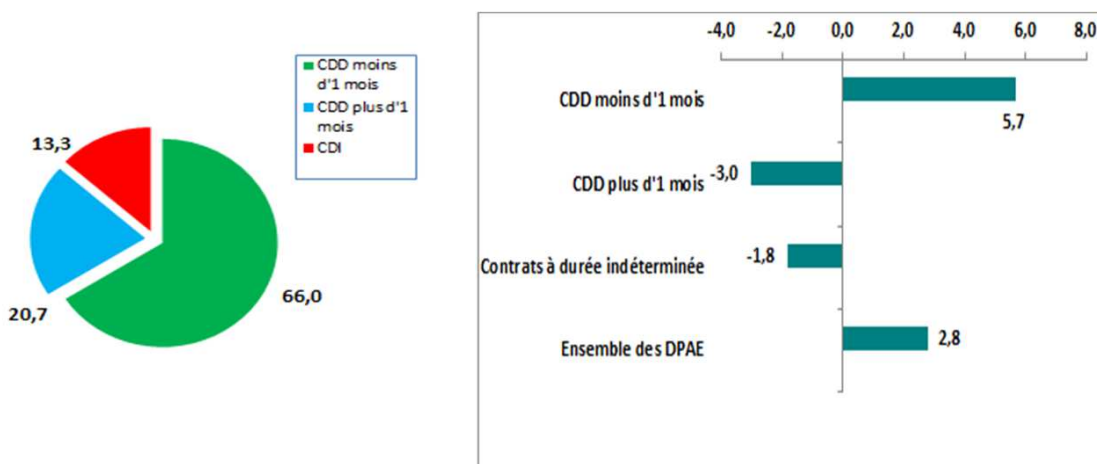
Par contre, sur cette même période, le nombre des emplois intérimaires en équivalent temps plein diminue respectivement de 2,1 % et de 1,2 % en un an.



2.3 Déclarations uniques d'embauche (DUE) - hors intérim

Source : URSSAF, Dernier trimestre disponible : 4ème trimestre 2014, données brutes

Le nombre des déclarations préalables à l'embauche continue de croître d'une année sur l'autre. Après une hausse annuelle de 2,4 % au troisième trimestre 2014, le nombre des DPAE enregistré dans la région au 4ème trimestre 2014 a augmenté de 2,8 % par rapport au même trimestre de l'année 2013. Cette augmentation concerne uniquement les contrats d'une durée inférieure à un mois (+ 5,7 %) qui représentent à eux seuls les deux tiers des DPAE. Les CDD de plus d'1 mois et les CDI ont, quant à eux, diminué respectivement de 3 % et de 1,8 % en un an.



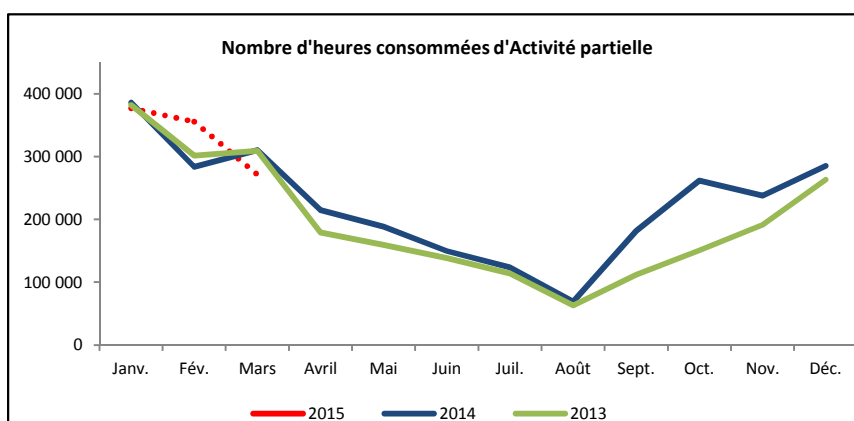
2.4 Activité partielle

Source : Syracuse-POP - Applicatifs SINAPSE et Extranet Activité Partielle - Dernier mois disponible : Mars 2015

Les données concernant les derniers mois disponibles (en particulier janvier, février et mars) sont provisoires.

Note : compte-tenu des délais nécessaires à l'enregistrement du nombre total des heures de chômage partiel consommées, les données les plus récentes seront actualisées à la hausse au cours des prochains mois.

Dans l'attente des résultats définitifs, le nombre des heures de chômage partiel enregistré au 1er trimestre 2015 se situe d'ores et déjà à un niveau légèrement supérieur à celui des 1ers trimestres 2013 et 2014.



2.5 Plans de sauvegarde de l'emploi

Source : SI-PSE (DIRECCTE Rhône-Alpes)
Bilan du 1er trimestre 2015

Note : la Loi relative à la Sécurisation de l'Emploi du 16 juin 2013 a profondément réformé les licenciements de 10 salariés et plus dans les entreprises de 50 salariés et plus (plans de sauvegarde de l'emploi). Désormais, les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la Direccte ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la Direccte.

En Rhône-Alpes, près de 1 200 emplois (données provisoires) ont été concernés au 1er trimestre 2015 par des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) dans des entreprises employant au moins de 50 salariés, soit un chiffre inférieur au résultat correspondant du 1er trimestre 2014 (1 850).

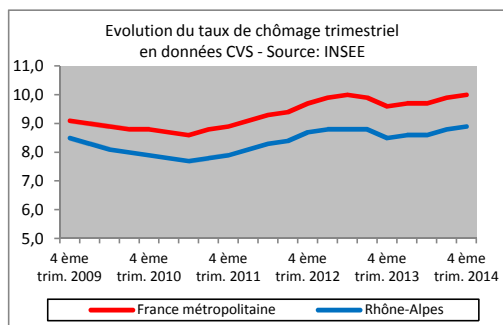
3 - CHOMAGE

3.1 Taux de chômage

Dernier trimestre : 4^{ème} trimestre 2014 Insee, données provisoires

Comme à l'échelon national, le taux de chômage a augmenté dans la région de 0,1 point au quatrième trimestre 2014, pour s'établir à 8,9 % contre 10 % en France métropolitaine.

En hausse pour le sixième trimestre consécutif, le taux de chômage rhônalpin progresse en un an de 0,4 point, hausse identique à la moyenne nationale.



3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source : Pôle-Emploi- Directe

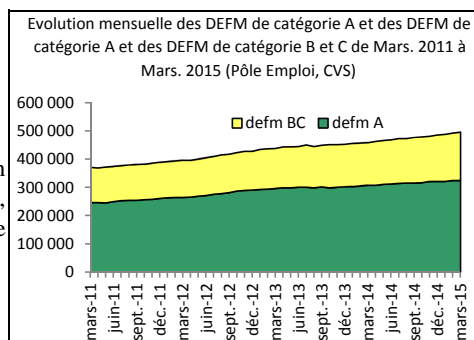
Dernier mois disponible : Mars. 2015

A= En recherche active, disponibles, sans emploi ; B= En recherche active, en activité réduite courte ;

C= En recherche active, en activité réduite longue ; A+B+C = en recherche active

Evolution mensuelle en données CVS

Le nombre des personnes inscrites à Pôle Emploi en catégorie A a augmenté de 1,3 % au 1er trimestre 2015, soit à un rythme légèrement supérieur à celui de 4^{ème} trimestre 2014.



Cette augmentation enregistrée au 1er trimestre a concerné toutes les populations de demandeurs d'emploi, surtout les seniors âgés de 50 ans et plus (+ 2 %) et, à un degré moindre, les " 25 à 49 ans " (+ 1,2 %) et les jeunes de moins de 25 ans : + 0,9 % ce trimestre après une augmentation de 0,1 % seulement au 4^{ème} trimestre.

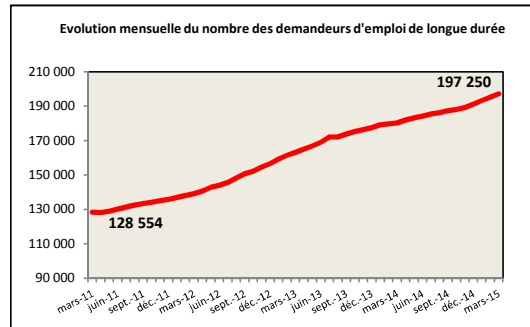
Evolution annuelle en données CVS

Entre mars 2014 et mars 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A est passé, en données CVS, de 307 388 à 325 340 soit une hausse annuelle de 5,8 %, de même ampleur qu'à la fin du trimestre précédent.

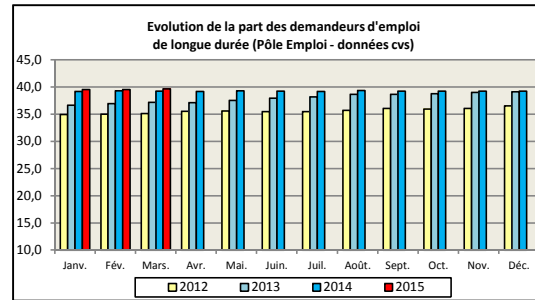
Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont en augmentation d'une année sur l'autre. Les seniors de 50 ans et plus restent les plus touchés (+ 8,5 %), devant les personnes âgées de 25 à 49 ans (+ 5,4 %) et les jeunes de moins de 25 ans : + 4 %. A tous âges, les hommes sont plus affectés que les femmes, surtout parmi les jeunes : + 5,9 % contre + 1,8 %. Au total, la hausse annuelle du nombre des demandeurs d'emploi s'établit à 6,9 % pour les hommes et à 4,7 % pour les femmes.

Demande d'emploi de longue durée (plus d'1 an)

Le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'1 an (catégories ABC) a augmenté dans la région de 3,2 % au premier trimestre 2015, soit à un rythme plus élevé que le trimestre précédent (+ 1,9 %).

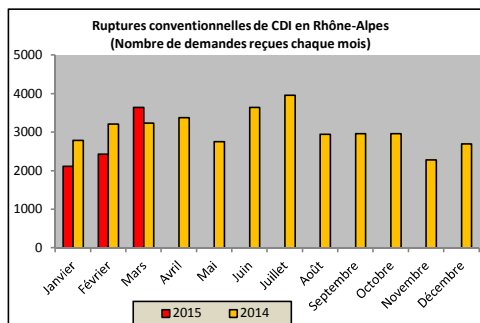


Entre mars 2014 et mars 2015, le nombre des demandeurs d'emploi de longue durée est passé dans la région de 180 388 à 197 250 (39,7 % des inscrits), soit une hausse annuelle de 9,3 %, d'ampleur plus importante qu'à la fin du trimestre précédent (+ 7,6 %).



3.3 Ruptures conventionnelles

Source : Unités territoriales Rhône-Alpes, Dernier mois disponible: Mars 2015

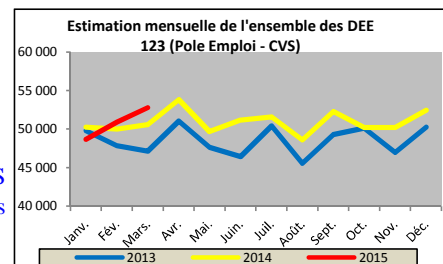


Au 1er trimestre 2015, 8 198 ruptures conventionnelles de contrats à durée indéterminée (résultats provisoires qui seront revus à la hausse au cours des prochains mois) ont été enregistrées dans la région Rhône-Alpes contre 9 247 au 1er trimestre 2014. On notera que le chiffre provisoire du mois de mars 2015 (3 646) s'établit d'ores et déjà à un niveau plus élevé que celui de mars 2014 (3 242).

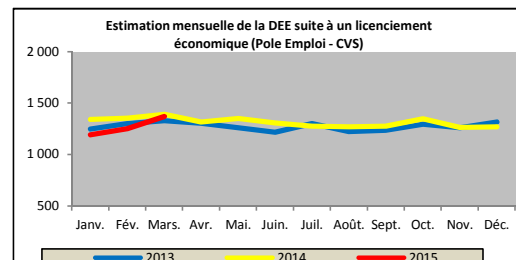
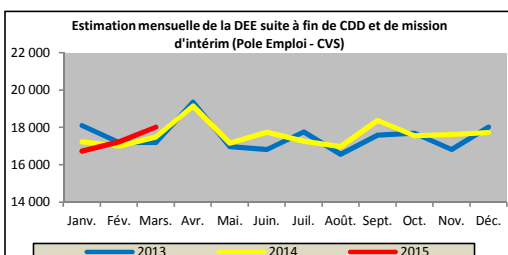
3.4 Demande d'emploi enregistrée

Source : Pôle-Emploi- Directe

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des 3 derniers mois (janvier, février, mars 2015) par rapport aux 3 mois précédents.



En Rhône-Alpes, le nombre des entrées à Pôle Emploi en catégories A,B,C diminue de 0,3 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents. Sur cette période, les motifs d'inscription suivants sont en baisse: les fins de contrats à durée déterminée (- 0,4 %), les fins de mission d'intérim (- 6,9 %), les licenciements économiques (- 1,7 %), les reprises d'activité (- 2,9 %) et les autres cas (- 0,9 %). Les autres motifs sont en augmentation: les autres licenciements (+ 2 %), les démissions (+ 0,8 %) et les premières entrées (+ 13,5 %).

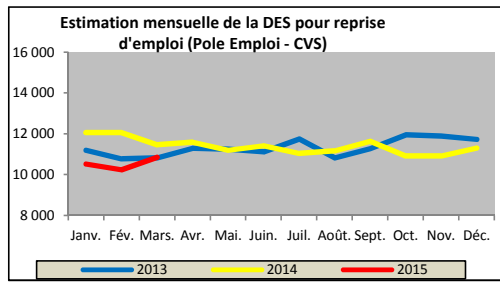
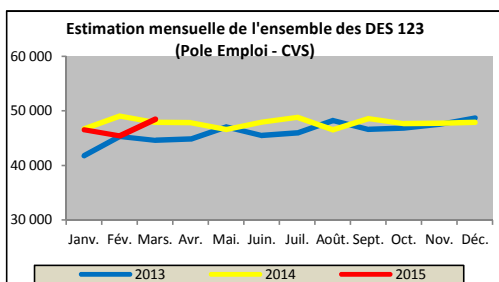


3.5 Demande d'emploi sortie

Source : Direccte / Pôle-emploi

Dernières données disponibles : Catégories 123 - Evolution en données CVS des trois derniers mois (janvier, février, mars 2015) par rapport aux trois mois précédents.

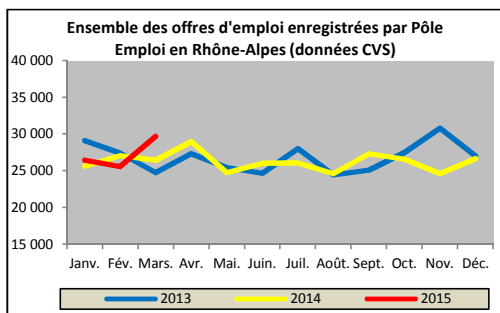
Le nombre des sorties de catégories A,B,C diminue de 2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne les reprises d'emploi déclarées (- 4,6 %), les entrées en stage (- 3,3 %), les arrêts de recherche d'emploi (- 3,2 %) et les radiations administratives (- 7,9 %). Les autres motifs de sortie sont en augmentation: les cessations d'inscriptions pour défaut d'actualisation (+ 0,2 %) et les autres cas (+ 2,9 %).



4 - OFFRES D'EMPLOI

Source : Direccte / Pôle emploi (données CVS)

Dernier mois disponible - Evolution en données CVS des trois derniers mois (janvier, février, mars 2015) par rapport aux trois mois précédents et par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente



Le nombre des offres d'emploi enregistrées au 1er trimestre 2015 a augmenté de 5 % par rapport au 4ème trimestre 2014. Cette augmentation a concerné les offres d'emploi durables (+ 5,4 %) comme les offres d'emplois non durables : + 4,6 %.

